

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

ASSOCIATION I.M.C.

Infirmes Moteurs Cérébraux

Siège Social : 286 Avenue des Saugeraies – 71 000 - MACON

RCS : 379 341 308 000 37

Exercice clos le 31 Décembre 2023

Nos cabinets : Autun • Bourgoin-Jallieu • Carbon-Blanc • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Chalon-sur-Saône • Dijon • Le Creusot • Léognan • Lille • Lyon • Mérignac • Montceau-les-Mines • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris • Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Saint-Genis-Laval • Sens • Strasbourg • Troyes • Vienne • Vitry-le-François

Société CORGE CO - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Bourgogne-Franche-Comté
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Besançon-Dijon

Siège social – 995 avenue de l'Europe – 71200 LE CREUSOT - Tél. +33 (0)3 85 73 03 50

SELAS au capital de 100 000 euros - RCS Chalon-Sur-Saône D 323 192 591 - SIRET 323 192 591 00077 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR26323192591

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Association des Infirmes Moteurs Cérébraux Exercice clos le 31 Décembre 2023

Aux Sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association des Infirmes Moteurs Cérébraux relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 22 Avril 2023 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion formulée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels qui précise l'avancée de la procédure et le traitement comptable des dépenses liées à l'incendie du bâtiment.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications Spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents adressés aux Sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée à la Covid-19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D 441-4 du Code de Commerce, puis en application de l'article L. 441-6 dudit code ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

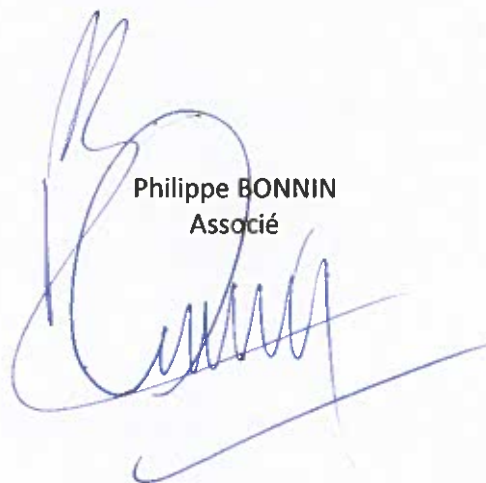
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Creusot, le 12 Juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
SELAS CORGECO
Inscrite sur la liste Nationale des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon


Philippe BONNIN
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement	2 658	2 658				
	Concessions, Brevets et droits similaires	48 355	11 176	37 179		37 179	
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	268 909		268 909	268 909		
	Constructions	2 174 508	1 344 017	830 491	916 807	-86 316	-9.41
	Installations techniques Matériel et outillage	397 285	373 132	24 153	29 467	-5 314	-18.03
	Autres immobilisations corporelles	883 875	709 820	174 055	170 979	3 075	1.80
	Immobilisations en cours	833 118		833 118	862 910	-29 792	-3.45
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	1 592		1 592	1 592		
Total I		4 610 300	2 440 803	2 169 497	2 250 665	-81 167	-3.61
Comptes de liaison Total II							
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	3 544		3 544	3 633	-89	-2.45
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	439 610	1 775	437 835	591 251	-153 416	-25.95
	Autres créances	100 141		100 141	99 425	716	0.72
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 778 879		1 778 879	1 708 819	70 060	4.10
	Charges constatées d'avance (3)	5 858		5 858	6 760	-901	-13.34
	Total III	2 328 032	1 775	2 326 257	2 409 887	-83 631	-3.47
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)							
Primes de remboursement des obligations (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		6 938 332	2 442 578	4 495 754	4 660 552	-164 798	-3.54

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	1 646 150	1 577 991	68 158	4.32
	Report à nouveau	41 741	104 600	-62 859	-60.09
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-73 970	-15 923	-58 048	-364.56
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-69 061	-47 839	-21 222	-44.36
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	482 307	485 208	-2 901	-0.60
	Provisions réglementées	167 057	167 057		
	Droit des propriétaires				
	Total I	2 194 223	2 271 094	-76 871	-3.38
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Comptes de liaison				
	Total II				
	Provisions pour risques	50 221	50 221		
	Provisions pour charges	53 727	53 727		
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	5 490	5 490		
	Fonds dédiés sur autres ressources	31 065	31 065		
	Total III	140 503	140 503		
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	1 506 197	1 575 479	-69 282	-4.40
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 786	159 865	-60 079	-37.58
	Dettes fiscales et sociales	358 225	310 223	48 002	15.47
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	159 610	168 661	-9 051	-5.37
	Autres dettes	37 210	34 728	2 482	7.15
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance				
	Total IV	2 161 028	2 248 955	-87 927	-3.91
	Ecarts de conversion passif(V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		4 495 754	4 660 552	-164 798	-3.54

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

2 161 028 2 248 955

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

AUDITIS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	307	226	81	35.93
Production vendue de Biens et Services	125 944	131 998	-6 054	-4.59
Production stockée		-174	174	100.00
Production immobilisée	4 028		4 028	
Subventions d'exploitation	16 294	11 252	5 042	44.81
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	66 451	5 298	61 153	NS
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	3 698 407	3 559 699	138 708	3.90
Total I	3 911 431	3 708 299	203 132	5.48
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	20 286	14 125	6 160	43.61
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)	89	3 351	-3 261	-97.34
Autres achats et charges externes	920 234	855 130	65 103	7.61
Impôts, taxes et versements assimilés	177 910	202 771	-24 862	-12.26
Salaires et traitements	1 914 982	1 809 709	105 273	5.82
Charges sociales	866 571	753 831	112 740	14.96
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	135 630	138 411	-2 781	-2.01
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	102	1 886	-1 783	-94.59
Total II	4 035 804	3 779 215	256 589	6.79
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	-124 373	-70 916	-53 457	-75.38
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	23 795	2 772	21 023	758.41
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	23 795	2 772	21 023	758.41
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	54 749	34 071	20 678	60.69
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	54 749	34 071	20 678	60.69
2. Résultat financier (V-VI)	- 30 954	- 31 299	345	1.10
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	- 155 327	- 102 215	- 53 112	- 51.96
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	81 442	86 933	- 5 491	- 6.32
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII	81 442	86 933	- 5 491	- 6.32
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	86	641	- 555	- 86.62
Total VIII	86	641	- 555	- 86.62
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	81 356	86 292	- 4 936	- 5.72
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (I+III+V+VII)	4 016 668	3 798 004	218 664	5.76
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	4 090 638	3 813 927	276 711	7.26
Solde intermédiaire	- 73 970	- 15 923	- 58 048	- 364.56
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	- 73 970	- 15 923	- 58 048	- 364.56

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 4 495 753.98 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 911 431.06 Euros et dégageant un déficit de -73 970.38 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le litige relatif au bâtiment détruit en grande partie par un incendie en novembre 2016 et dégradé à nouveau par un incendie en juillet 2022 n'est pas dénoué. Le montant des travaux en cours relatifs à cette construction s'élève à 833 118 € au 31/12/2023 (sans changement).

Le chiffrage du préjudice et des coûts de reconstruction est toujours en cours. La prise en charge par les compagnies d'assurance devrait être assurée. Toutefois la détermination des responsabilités n'est pas arrêtée et fait l'objet de procédures.

Au 31/12/2023 les En Cours de travaux n'ont pas été dépréciés et en contrepartie, il n'a pas été comptabilisé de produit à recevoir au titre des assurances et du remboursement du préjudice.

Une provision de 47 221 €, destinée à couvrir à minima les frais et procédures liés à ce litige, a été constituée (avocats, expertises ...)

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- des règlements N°99.01 et N°99.03 du CRC relatif aux modalités d'établissements des



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

comptes sociaux annuels des associations gestionnaires des établissements sociaux et médicaux sociaux privés,
- de l'instruction M22 relative au secteur sanitaire et social de l'avis N°2007-05 du 4 mai 2007 du CNC,
- du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui se substitue à l'avis CNC n°2007-05 du 4 mai 2007.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	2 658		
TOTAL			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 115		37 240
TOTAL			
Terrains	268 909		
Constructions sur sol propre	2 174 508		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	436 206		4 116
Installations générales agencements aménagements divers	451 845		29 883
Matériel de transport	208 427		10 043
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	180 824		3 060
Immobilisations corporelles en cours	862 910		
TOTAL	4 583 629		47 102
Prêts, autres immobilisations financières	1 592		500
TOTAL	1 592		500
TOTAL GENERAL	4 598 994		84 842

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL			2 658	2 658
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL		0	48 355	48 355
Terrains				268 909	268 909
Constructions sur sol propre				2 174 508	2 174 508
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			43 038	397 285	397 285
Installations générales agencements aménagements divers			0	481 727	481 727
Matériel de transport			0	218 470	218 470
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			205	183 678	183 678
Immobilisations corporelles en cours		29 792	- 0	833 118	833 118
	TOTAL	29 792	43 244	4 557 695	4 557 695
Prêts, autres immobilisations financières			500	1 592	1 592
	TOTAL		500	1 592	1 592
	TOTAL GENERAL	29 792	43 744	4 610 300	4 610 300

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	TOTAL	2 658			2 658
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	11 115	61	- 0	11 176
Constructions sur sol propre		1 257 701	86 316	0	1 344 017
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		406 740	9 344	42 952	373 132
Installations générales agencements aménagements divers		341 703	19 968	0	361 671
Matériel de transport		159 530	12 986	0	172 515
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		168 884	6 956	206	175 634
	TOTAL	2 334 557	135 570	43 158	2 426 969
	TOTAL GENERAL	2 348 329	135 631	43 158	2 440 803
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	61			
Constructions sur sol propre		86 316			
Instal.techniques matériel outillage indus.		9 344			
Instal.générales agenc.aménag.divers		19 968			
Matériel de transport		12 986			
Matériel de bureau informatique mobilier		6 956			
	TOTAL	135 570			
	TOTAL GENERAL	135 631			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Investissements	167 057				167 057
TOTAL	167 057				167 057

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	33 727				33 727
Autres provisions pour risques et charges	70 221				70 221
TOTAL	103 948				103 948

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	1 843		68		1 775
TOTAL	1 843		68		1 775
TOTAL GENERAL	272 848		68		272 780

Dont dotations et reprises d'exploitation

68

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 592		1 592
Clients douteux ou litigieux	2 360	2 360	
Autres créances clients	437 250	437 250	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 734	2 734	
Taxe sur la valeur ajoutée	258	258	
Divers état et autres collectivités publiques	16 745	16 745	
Débiteurs divers	80 404	80 404	
Charges constatées d'avance	5 858	5 858	
TOTAL	547 202	545 610	1 592

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	545	545		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	1 505 652	67 866	295 203	1 142 583
Fournisseurs et comptes rattachés	99 786	99 786		
Personnel et comptes rattachés	162 200	162 200		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	193 460	193 460		
Taxe sur la valeur ajoutée	289	289		
Autres impôts taxes et assimilés	2 277	2 277		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	159 610	159 610		
Autres dettes	37 210	37 210		
TOTAL	2 161 028	723 242	295 203	1 142 583
Emprunts remboursés en cours d'exercice	69 302			

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Site internet	Linéaire	2 ans
Aménagement terrain	Linéaire	3 à 10 ans
Construction	Linéaire	5 à 30 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 à 7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits et en cours

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	62 813
Disponibilités	14 025
Total	76 838

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	545
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 189
Dettes fiscales et sociales	232 824
Autres dettes	10 284
Total	272 842



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	5 858
Total	5 858

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	5
Employés	42
Ouvriers	3
Total	50

à signaler l'emploi de 45 travailleurs handicapés

Valorisation des contributions volontaires

Abandon des indemnités kilométriques au profit de l'Association pour 15 616 €.

Le nombre d'heures de bénévolat au cours de l'année 2023 s'élève à 1151 heures.

Le bénévolat a été valorisé sur la base d'un taux horaire chargé de 20 €.

Pour l'exercice 2023, le bénévolat représente 23 020 €.

Il était de 38 340 € en 2022, soit 1917 heures.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt de 450 000 euros auprès de la Caisse d'Epargne de Bourgogne (solde au 31.12.2023 de 172 562 euros).

Caution personne morale : ville de MACON à hauteur de 50%.

Emprunt de 900 000 euros auprès du Crédit Foncier (solde au 31 décembre 2023 de 600 000 euros).

Garantie par la ville de MACON à hauteur de 50% et par le Conseil Général de Saône et Loire à hauteur de 50 %.

Emprunt de 551 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts (solde au 31 décembre 2023 de 451 539 euros).

Garantie par la ville de MACON à hauteur de 50% et par le Conseil Général de Saône et Loire à hauteur de 50 %.

Emprunt de 349 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts (solde au 31 décembre 2023 de 281 551 euros).

Garantie par la ville de MACON à hauteur de 50% et par le Conseil Général de Saône et Loire à hauteur de 50 %.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	20 448
60 à 64 ans	1 à 5 ans	107 563
55 à 59 ans	6 à 10 ans	53 574
45 à 54 ans	11 à 20 ans	45 020
35 à 44 ans	21 à 30 ans	2 468
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		229 073

Hypothèses de calculs retenues

1. Paramètres économiques :

L'augmentation annuelle des salaires :

- 1.50 % constant pour la catégorie des cadres
- 1.50 % constant pour la catégorie des non cadres

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3.20 % (inflation comprise).

2. Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :

- 64 ans pour la catégorie des cadres
- 64 ans pour la catégorie des non cadres

Le taux de rotation retenu est :

- faible constant pour la catégorie des cadres
- faible constant pour la catégorie des non cadres

Le taux de charges sociales patronales est :

- 60% pour la catégorie des cadres
- 47% pour la catégorie des non cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

3. Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2023.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV-00.02
- La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédit projetées
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité		229 073	